

**PRÉFET DE L'AVEYRON**

PREFECTURE  
DREAL OCCITANIE  
UID TARN AVEYRON

25 NOV. 2019

Arrêté n° 2019-M-25-002 du .....

**OBJET : Arrêté préfectoral de mise en demeure**  
**Carrière au lieu-dit Puech Caout - 12230 Sainte Eulalie de Cernon**  
**Exploitant : SAS GRANIER**

---

**LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 514-5, L. 171-6 et L. 171-8 ;
- VU le code minier ;
- VU le code du travail ;
- VU le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier, et notamment son article 4 ;
- VU le décret n° 80-331 du 07 mai 1980 modifié, portant Règlement Général des Industries Extractives (RGIE) ;
- VU l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2007-009-5 du 09 janvier 2007 autorisant la SAS GRANIER à exploiter pour une durée de 30 ans une carrière à ciel ouvert de calcaire, au lieu-dit « Puech Caout » sur les parcelles n° 69 et 370, section D, sur le territoire de la commune de Sainte Eulalie de Cernon ;
- VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 15 octobre 2019, faisant suite à l'inspection réalisée le 10 octobre 2019 ;
- VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT la nécessité de justifier le balisage de la zone en cours d'exploitation avec l'aide d'un naturaliste au cours des phases deux et trois ;

CONSIDÉRANT le risque de pollution occasionné par le procédé mis en place lors du ravitaillement en carburant des engins, en l'absence de bac de rétention, d'aire étanche ;

CONSIDÉRANT la présence de bidons remplis d'huile et de graisse stockés à plusieurs endroits sur le site, qui ne sont pas sur bac de rétention et qui par leur positionnement les rend vulnérables au passage des engins qui peuvent les renverser.

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement visées ci-dessus ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron ;

# ARRÊTÉ

## ARTICLE 1er :

L'entreprise SAS GRANIER est mise en demeure, **à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- de réaliser le ravitaillement en carburant des engins en éliminant tout risque de pollution sur la carrière.

## ARTICLE 2 :

La SAS GRANIER est mise en demeure, **sous un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- d'évacuer les bidons remplis d'huile et de graisse qui sont stockés à plusieurs endroits sur le site et qui ne sont pas sur bac de rétention.
- de positionner les bidons à un emplacement qui les rend non vulnérables au passage des engins qui peuvent les renverser.

## ARTICLE 3 :

La SAS GRANIER est mise en demeure, **sous un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- de justifier le balisage de la zone en cours d'exploitation avec l'aide d'un naturaliste au cours des phases deux et trois.

## ARTICLE 4 :

Si à l'expiration des délais fixés aux articles précédents, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

## ARTICLE 5 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

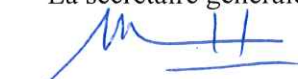
## ARTICLE 6 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture, notifié à l'entreprise SAS GRANIER.

Une copie sera adressée à Monsieur le maire de la commune de Sainte Eulalie de Cernon.

Fait à Rodez, le **25 NOV. 2019**

Pour la préfète et par délégation  
La secrétaire générale



Michèle LUGRAND